

**MUNICIPALITÉ DE SAINT-MALO  
MRC DE COATICOOK  
PROVINCE DE QUÉBEC - CANADA**

**Règlement numéro 348-2009**  
relatif au traitement des élus municipaux  
pour les années 2007 et suivantes

Lors de l'assemblée régulière du conseil municipal de Saint-Malo tenue le dixième jour du mois d'août de l'an deux mille neuf et à laquelle assistent son Honneur le maire, Jacques Madore et les conseiller-ère-s, Sylvie Robidas, Serge Allie, Vincent Tremblay, Robert Fontaine et Réjeanne P. Montminy, la résolution numéro 2009-08-180 décrétant l'adoption du règlement numéro 348-2009 qui se lit comme suit :

**ATTENDU QUE** la *Loi sur le traitement des élus municipaux* (L.R.Q., c. T11.001) détermine les pouvoirs du conseil en matière de fixation de la rémunération;

**ATTENDU QUE** le conseil désire adopter un règlement relatif au traitement des élus municipaux;

**ATTENDU QU'** un règlement comportant les mentions prévues à la *Loi sur le traitement des élus municipaux* (L.R.Q. c. T-11.001) a été présenté lors de la séance du Conseil du 13 juillet 2009, et le conseiller Vincent Tremblay a donné l'avis de motion relatif au présent règlement;

**ATTENDU QU'** une copie du présent règlement a été remise aux membres du conseil au plus tard deux jours juridiques avant la présente séance, que tous les membres présents déclarent avoir lu le règlement et qu'ils renoncent à sa lecture;

**EN CONSÉQUENCE**

il est proposé par le conseiller Serge Allie  
appuyé par la conseillère Sylvie Robidas

et résolu que le règlement suivant soit adopté :

**ARTICLE 1**

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

**ARTICLE 2**

Le présent règlement remplace le règlement numéro 322-2007.

**ARTICLE 3**

Le présent règlement fixe la rémunération de base annuelle pour le maire et pour chaque conseiller de la municipalité et la rémunération additionnelle du maire suppléant, en application de l'article 6 de la *Loi sur le traitement des élus municipaux*, le tout pour l'exercice financier de l'année 2007 et les exercices financiers suivants.

**ARTICLE 4**

La rémunération de base annuelle du maire est fixée à 3 200 \$ et celle de chaque conseiller est fixée à 1 066,67 \$.

Si au cours d'un exercice financier donné, une personne n'a été membre du Conseil que durant une partie seulement de l'année en cause, la rémunération à laquelle cet élu a droit pour cette année est proportionnelle au nombre de jours durant lesquels il a été membre du Conseil (toute partie de jour comptant pour un jour complet) par rapport au nombre de jours que comporte cette année.

## **ARTICLE 5**

Advenant le cas où le maire suppléant remplace le maire pendant plus de trente jours consécutifs, le maire suppléant a droit, à compter de la trente-et-unième journée jusqu'à ce que cesse le remplacement, à une rémunération additionnelle suffisante pour qu'il reçoive, durant cette période, une somme égale à la rémunération du maire.

## **ARTICLE 6**

En plus de toute rémunération ci-dessus fixée, chaque élu a droit à une allocation de dépense d'un montant égal à la moitié du montant de la rémunération, abstraction faite de l'excédant prévu à l'article 20 de la *Loi sur le traitement des élus municipaux*, jusqu'à concurrence du maximum prévu à l'article 22 de cette loi.

Toutefois, lorsque le montant égal à la moitié de celui de la rémunération du maire prévue aux articles 12 et 13 de la *Loi sur le traitement des élus municipaux* excède le maximum prévu à l'article 22 de cette loi, l'excédant lui est versé à titre de rémunération plutôt que d'allocation de dépenses.

## **ARTICLE 7**

La rémunération fixée à l'article 4 ainsi que l'allocation de dépenses fixée à l'article 6 seront à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008 ajustées annuellement selon l'indice des prix à la consommation (IPC) global de la Banque Canada du mois d'août de l'année précédente.

## **ARTICLE 8**

Le présent règlement a effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007.

## **ARTICLE 9**

Le présent règlement entre en vigueur selon la loi.

Adopté à Saint-Malo, ce 10<sup>e</sup> jour du mois d'août 2009.

---

**JACQUES MADORE,**  
Maire

---

**Édith Rouleau,**  
Directrice générale et  
secrétaire-trésorière

Avis de motion : 13 juillet 2009  
Adoption : 10 août 2009  
Publication : 14 août 2009